

aux « militaires », à base sociale paysanne ; des éléments franchement pro-bourgeois tel Fehrat Abbas ; à gauche la tendance des éléments plus prolétariens, de la campagne, des villes et de l'émigration en France. De l'isolement de la révolution algérienne, il résultait pour le P.C.I. des dangers de différenciation politique au sein du F.L.N., favorable à l'aile nationaliste droitrière.

Cette préoccupation était apparente dans l'éditorial « La Révolution algérienne au tournant » de la revue *Quatrième Internationale* (novembre 1958) : « Elle est actuellement soumise à la pression conjointe de l'impérialisme français, de la bourgeoisie bourguibiste pro-occidentale de la Tunisie et même du Maroc et des éléments pro-bourgeois à la Fehrat Abbas du F.L.N.. D'autre part la défaite subie par le mouvement prolétarien en France pèse également sur son évolution.

« Il est maintenant plus urgent de définir un audacieux programme social de la révolution... d'ouvrir largement et clairement les perspectives de transformations sociales profondes qui accompagneront sa victoire sur l'impérialisme et les colons à commencer par un minimum ; la terre aux paysans qui la travaillent, émancipation de la femme, industrialisation et économie planifiée du pays...

« Plus urgente encore est la démocratisation réelle du F.L.N., de son armée, de son organisation politique, de son administration, afin d'élever constamment la politisation des masses et les associer consciemment dans la conduite de la révolution sur tous les plans... »

## V. RADICALISATION DE LA JEUNESSE VERS L'INDEPENDANCE

Le poids de la question algérienne dans la vie politique intérieure française était apparu en mai 1958 avec la venue de De Gaulle au pouvoir ; le problème algérien provoquant la chute de la IV<sup>e</sup> République. Dès juin 1956, cette perspective était envisagée : « La solution au cas algérien risque fort de porter la crise intérieure en France à un point culminant, polarisant davantage les forces de droite et de la gauche et les opposant dans un conflit violent. La droite chercherait dans un tel cas à en tirer parti pour un régime "fort" que seule la riposte énergique des masses serait capable de mettre en échec » (*Quatrième Internationale*, juin 1958). Et même pointaient dans certains milieux d'autres solutions car « la continuation pure et simple de la guerre en Algérie n'est concevable que sous un régime politique d'aventure qui prendrait la forme d'une dictature militaire et fascisante. Que des milieux importants de la bourgeoisie coloniale, de l'armée et de la bourgeoisie métropolitaine pensent et agissent dans les coulisses dans une telle direction, cela ne fait pas de doute » (*Quatrième Internationale*, juin 1957). Mais la mobilisation des masses ne vint pas, le P.C.F. et la S.F.I.O. craignant d'engager une telle dynamique, et ce fut le 13 mai.

Tirant les leçons d'une défaite, l'éditorial du numéro de juillet 1958 de la revue *Quatrième Internationale* affirmait : « La révolution coloniale est un processus irréversible et invincible,

au bout duquel il y aura inexorablement l'indépendance de toutes les colonies. Dans ces conditions, la bourgeoisie métropolitaine s'efforcera de compenser les concessions et les pertes dans le domaine colonial par l'exploitation des masses métropolitaines. L'opération de Gaulle va dans ce sens. Sa politique coloniale pourrait s'avérer en fin de compte plus "libérale" que celle du socialiste Lacoste. »

Face à la politique du pouvoir et à sa répression, la seule action efficace restait clandestine, ainsi se développèrent les réseaux de soutien. L'année 1960 a été marquée par la radicalisation de la jeunesse universitaire et par l'entrée en lutte des intellectuels. Cette prise de conscience eut un caractère spectaculaire et un retentissement international avec le manifeste des 121 : « Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie (août 1960) ; rapidement, le nombre des signatures s'éleva d'ailleurs à deux cent cinquante : artistes, écrivains, savants, universitaires... (parmi ceux-ci, des militants trotskystes). Pour le P.C.I. : « Il n'y a pas à discuter telle ou telle idée de la déclaration des 121 : ce qu'ils ont fait, devant la carence des dirigeants révolutionnaires, est un acte hautement courageux que tout révolutionnaire doit soutenir » (*Quatrième Internationale*, octobre 1960).

Ce manifeste provoqua de nombreuses réactions vu la personnalité des signataires et les mesures répressives prises par le pouvoir à leur égard : inculpations, perquisitions au siège de revues (*Esprit*, *Les Temps Modernes*, *Vérité-Liberté*) suspensions de professeurs, interdiction de paraître à l'O.R.T.F. et sur les scènes de théâtre subventionnées.

La lutte contre la guerre s'intensifia avec l'entrée en action de la jeunesse estudiantine, surtout après l'échec du putsch du 24 janvier 1960. Il s'agit d'un véritable tournant dans la vie politique française depuis 1958 et pour P. Frank d'une véritable réanimation politique des masses : « Un nouveau phénomène s'est manifesté en France, tout comme en bien d'autres régions du monde : l'entrée dans un mouvement politique de la jeunesse universitaire et des manifestations politiques des organisations de jeunesse contre la guerre d'Algérie.

« Des avant-gardes se tournent vers des formes de lutte diverses, allant de la non-violence jusqu'à l'aide à la Révolution algérienne et au refus de servir dans l'armée.

« Ainsi dans la jeunesse en France, on a pu relever, compte tenu des particularités de la situation dans le pays, un phénomène de type mondial, un mouvement dans la jeunesse universitaire, non encadré par les organisations traditionnelles, sans éducation politique prononcée, mais se tournant vers des solutions et des moyens radicaux. En France, c'est la révolution coloniale, sous la forme de la lutte du peuple algérien, qui a mis en branle la jeunesse universitaire et il est vraisemblable que la jeunesse ouvrière ne tardera pas à manifester elle aussi un éveil politique... » (*Quatrième Internationale*, juillet 1960) pour les militants trotskystes il s'agissait d'appuyer les actions des intellectuels et de la jeunesse et de les populariser dans la classe ouvrière.

Cette radicalisation du milieu étudiant se réduisit surtout au sein de l'U.N.E.F. (Union Nationale des Etudiants de France), forte de plus de cent mille adhérents, sous les coups de boutoir de la